

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle 2020

N°328 / Avril 2021

L'ÉCONOMIE DE WALLIS-ET-FUTUNA EN 2020

Une économie résiliente dans un climat incertain

En 2020, l'économie de Wallis-et-Futuna maintient la **trajectoire favorable** de 2019. L'économie du Territoire a en effet été épargnée par la pandémie de Covid-19, durant toute l'année 2020, hormis pour des questions d'approvisionnement et pour les déplacements internationaux.

Après avoir progressé en 2019, **l'investissement** des entreprises renforce sa tendance positive. La **consommation des ménages**, socle important de l'activité, se stabilise et reste à un niveau élevé après la forte progression de 2019. Cette évolution est cependant contrastée par la dégradation des indicateurs de vulnérabilité : le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire et le nombre d'incidents de paiement par chèque augmentent en effet de manière importante, après la forte amélioration de 2019. Avec l'achèvement du processus de péréquation tarifaire, la dernière étape ayant été mise en place en janvier 2020, la baisse du coût de l'électricité, qui en a résulté, a eu un impact favorable sur le niveau de l'inflation.

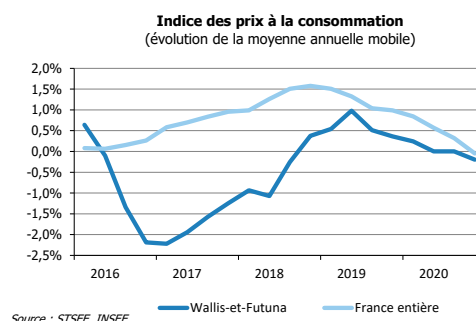
L'activité s'est maintenue dans la plupart des secteurs, et même dans le transport international où la baisse de trafic a finalement été limitée, le commerce demeurant une activité prépondérante pour le Territoire. Le BTP s'est redressé et a commencé à sortir de sa phase de stagnation, avec le début des travaux du quai de Leava à Futuna.

Les crédits accordés à l'économie sont bien orientés, grâce à l'importante progression des crédits aux entreprises tandis que l'encours des crédits aux ménages augmente plus modérément. La **sinistralité** se maintient à des niveaux assez bas et les **actifs financiers** ressortent en progression sensible. En effet, dans un climat incertain, les encours des dépôts à vue et des livrets ordinaires des ménages ont fortement augmenté, en particulier au deuxième trimestre, traduisant un effort d'épargne de précaution. Les actifs des entreprises ont également fortement progressé.

L'activité poursuit sa bonne dynamique

L'inflation modérée par une baisse marquée du prix de l'énergie

L'indice des prix à la consommation (IPC) **baisse légèrement de 0,2 %** en moyenne en 2020 (contre +0,4 % en 2019). **À l'exception de l'énergie, les prix subissent une hausse** allant de 0,33 % pour les services à 2,07 % pour l'alimentation, avec une hausse de 0,74 % pour les produits manufacturés. Les prix de l'énergie continuent de baisser, presque dans les mêmes proportions qu'en 2019 (-11,27 % contre -13,13 % en 2019). Cette diminution s'explique en partie par la **baisse du prix de l'électricité** (-7,7 % à fin 2020 par rapport à fin 2019), avec la mise en place de la dernière étape de la péréquation tarifaire en janvier 2020. Les

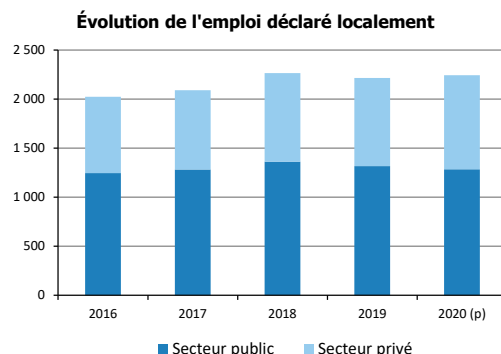


prix des hydrocarbures ont également baissé sur l'année : -14,5 % pour l'essence et -15,4 % pour le gasoil à décembre 2020 par rapport à décembre 2019.

Un emploi déclaré en hausse

Au 30 septembre 2020, **2 312 salariés** sont déclarés à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF), soit 123 salariés de plus qu'au 30 septembre 2019. L'emploi dans **le secteur privé** a augmenté en rythme annuel (+9,9 %) et comptabilise 1 002 salariés. Tous les secteurs sont en hausse : l'emploi a augmenté dans le secteur des services (+11,7 %), du commerce (+7,3 %), de l'industrie/artisanat (+4,5 %) et surtout du BTP (+19,7 %), avec le début des travaux du quai de Leava à Futuna.

L'emploi dans le secteur public reste prépondérant avec 1 310 salariés, mais enregistre une progression moins marquée que dans le secteur privé, avec une hausse de 2,6 % en 2020.



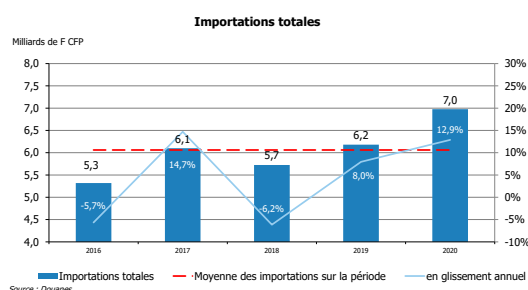
Source : CPSWF

Données en moyenne annuelle, (p) données sur les trois premiers trimestres

Nette augmentation des importations

Les importations de biens progressent de 12,9 % par rapport à 2019, passant de 6,2 milliards de F CFP en 2019 à 7,0 milliards en 2020. Ce niveau est significativement supérieur à la moyenne de ces dernières années (6,1 milliards de F CFP). Avec 1,3 milliard de F CFP, **l'Hexagone renforce sa position de principal fournisseur** du Territoire en 2020, avec une part de marché de 18,7 % (contre 18,1 % en 2019).

Singapour reste le deuxième fournisseur de biens du Territoire avec 12,2 % du total des importations (contre 15,7 % en 2019), grâce à sa part de marché pour les produits énergétiques (91 % en 2020). **L'Union européenne conserve sa place de troisième fournisseur** de l'archipel, sa part de marché passant toutefois de 12,4 % à 11,2 %. Au niveau continental, si l'on considère les principaux fournisseurs (qui représentent plus de 85 % des importations du Territoire), la part de l'Europe recule légèrement, de 30,5 % en 2019 à 30,3 % en 2020, tout comme celle de l'Asie (de 24,1 % à 22,9 %) et de l'Océanie (de 31,2 % à 30,2 %), au profit de fournisseurs plus variés (DROM, Brésil, Etats-Unis).



Source : Douanes

Les importations en valeur de **produits énergétiques** ont diminué (-11,6 %), après une hausse de 10,5 % en 2019, avec la baisse des cours du pétrole. Ces produits représentent 12,7 % des importations de biens du Territoire. Les importations de **produits de l'industrie de l'automobile** augmentent de 28,13 %, constituant 10,9 % des importations totales.

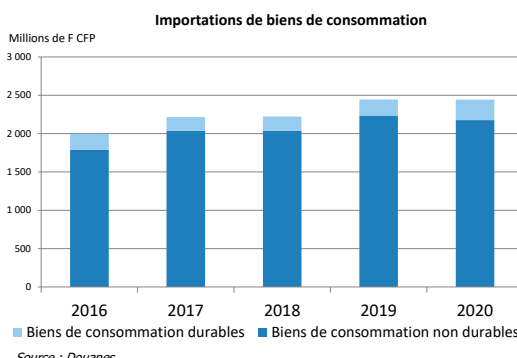
Les recettes douanières diminuent (-5,7 % sur un an) à 2 milliards de F CFP. C'est surtout la baisse des taxes d'entrée (-95,4 millions de F CFP, soit -9,4 %) et des droits de douane (-56,6 millions de F CFP, soit -16,7 %) qui expliquent cette diminution. Les taxes sur le tabac sont les seules à augmenter (+47,4 millions de F CFP, soit +16,5 %). En proportion, la baisse des taxes sur les hydrocarbures (-47,8 millions de F CFP, soit -43,9 %) est très importante, du fait du repli du prix du pétrole.

Stabilité de la consommation

Dans un climat économique incertain et malgré une inflation modérée, **la consommation des ménages reste stable**. Les importations de **biens de consommation** se maintiennent (-0,04 %, après +10,0 % en 2019), représentant 35,0 % des importations totales. Les importations de **biens non durables**, qui constituent la plus grande partie de la consommation (31,2 % des importations totales), diminuent de 2,7 % tandis que les importations de **biens durables** (3,9 % des importations totales), s'inscrivent en augmentation de 28,0 %, avec en particulier une hausse des importations de matériel électrique et électronique.

Poste majeur dans la consommation non durable des ménages (23,8 % du total), les importations de **biens agroalimentaires** augmentent de 5,9 %.

La **consommation d'électricité** sur le Territoire ressort en forte hausse sur l'année (+14,7 %), dans un contexte de baisse du prix dans le cadre de la péréquation tarifaire.



Source : Douanes

Les immatriculations de **véhicules neufs de tourisme** restent stables, avec 86 unités, contre 88 en 2019.

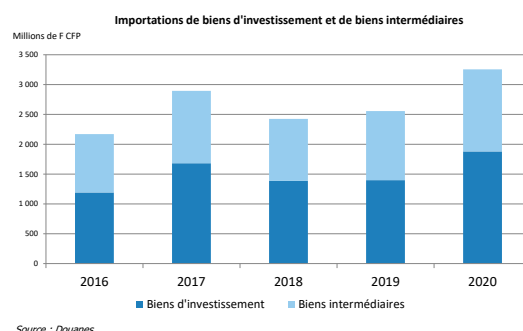
L'encours des **crédits à la consommation** augmente sur l'année (+11,1 %), pour s'établir à 1,7 milliard de F CFP.

Vigueur de l'investissement

L'investissement augmente de manière importante en 2020. Les importations de **biens d'investissement** sont en forte augmentation (+34,5 %). Les importations de **biens intermédiaires** sont également bien orientées (+18,9 %), en lien avec la progression des importations de produits minéraux, et notamment du ciment, en vue des travaux du quai de Leava. Leurs poids dans les importations totales sont ainsi logiquement en progression : les biens d'investissement représentent 27,0 % des importations (contre 22,5 % en 2019) et les biens intermédiaires 19,7 % (contre 16,1 % en 2019).

L'encours des **crédits d'exploitation et d'investissement** augmente de 5,5 %, passant de 636,3 millions à fin 2019 à 671,4 millions de F CFP à fin 2020, cette évolution provenant à la fois de la hausse des crédits d'exploitation (+17,5 millions de F CFP) et des crédits d'investissements (+17,6 millions de F CFP).

L'acquisition de **véhicules utilitaires neufs** est quant à elle en léger recul : on dénombre 94 immatriculations en 2020, contre 104 en 2019.



Les secteurs économiques montrent leur résilience

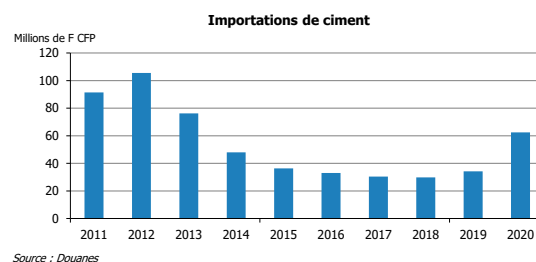
Le secteur du BTP se redresse

En 2020, le secteur du BTP repart dans une bonne dynamique, après le creux de la fin des années 2010.

En effet, si ce secteur a été très actif entre 2010 et 2013 grâce à de nombreux projets (construction du port de Mata'Ututu, infrastructures sportives en vue des Mini-Jeux, reconstruction liée aux dégâts engendrés par les cyclones Tomas et Evan), il souffrait depuis d'une faible commande publique et privée. **Les importations en valeur de ciment** progressent de 82,7 % par rapport à l'année précédente (62 millions de F CFP en 2020 contre 34 en 2019), bien que la hausse soit beaucoup moins forte en volume (+19,9 %).

L'année a en effet été marquée par la préparation du chantier et le début des travaux pour la **construction du quai de Leava** à Futuna. Financé par le 10^{ème} FED territorial, ce projet connaît de multiples retards, en partie à cause de la crise sanitaire qui a ralenti les livraisons de matériaux.

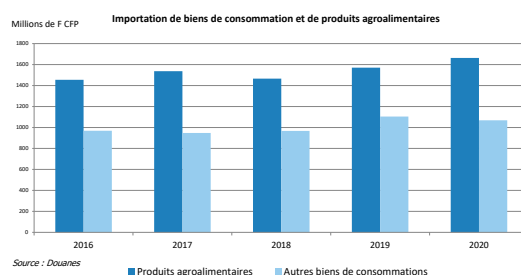
Le secteur emploie **85 salariés** au 30 septembre 2020, soit davantage qu'en septembre 2019 (71). Pour rappel, le secteur employait 104 salariés en 2012 et 134 en 2013.



Un bilan positif pour le secteur du commerce

Le secteur du **commerce** renforce sa place prépondérante dans l'activité économique du Territoire. Principal poste des importations avec un quart des importations totales (1 663 millions de F CFP), les importations de **produits des industries agricoles et alimentaires** progressent de 5,9 % par rapport à 2019, tandis que les importations de **produits agricoles, sylvicoles et piscicoles** diminuent (-8,2 %), tout comme les importations des **autres biens de consommation** (-3,3 %).

Dans le domaine de la monétique, le **nombre de cartes bancaires** progresse faiblement (2 198 contre 2 154 en 2019), tout comme le **nombre de commerçants équipés d'un terminal de paiement électronique** (80 contre 71). Mais l'installation, en février 2020, d'un deuxième DAB au



Service des Postes et Télécommunications à Wallis constitue un élément encourageant pour faciliter les paiements.

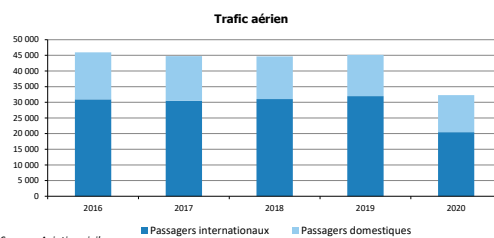
L'emploi dans le secteur du commerce poursuit sa croissance : il augmente de 7,3 % entre les mois de septembre 2019 et 2020, passant de 328 à 352 employés.

Baisse finalement limitée de la fréquentation du Territoire

En 2020, comme partout, la fréquentation du Territoire a été très affectée par la crise de la Covid-19. Avec près de 32 000 passagers cumulés sur les vols internationaux et domestiques, **le nombre de passagers a ainsi chuté de 28,4 % par rapport à 2019**. Les vols internationaux ont en effet été quasi à l'arrêt de fin mars à début juillet, hormis pour le fret et les rapatriements, avant de reprendre, uniquement vers et depuis la Nouvelle-Calédonie.

Le **trafic international, dont la baisse a été la plus importante** (-36 % sur l'année) représente encore plus des deux tiers des passagers (20 500), alors que le **trafic intérieur**, limité uniquement pendant quelques semaines, a mieux résisté (-11 % sur l'année), avec près de 12 000 passagers.

Durant la seconde moitié de l'année 2020, malgré des restrictions d'arrivée très fortes (quatorzaine et nécessité d'un motif impérieux), **l'activité touristique a pu profiter de la bulle aérienne avec la Nouvelle-Calédonie et de la libre circulation entre les deux territoires**, amenant de nouveaux touristes. Ceux-ci ont pu également être accompagnés par un site Internet dédié au tourisme à Wallis et Futuna, lancé officiellement en septembre par l'Office du Tourisme.



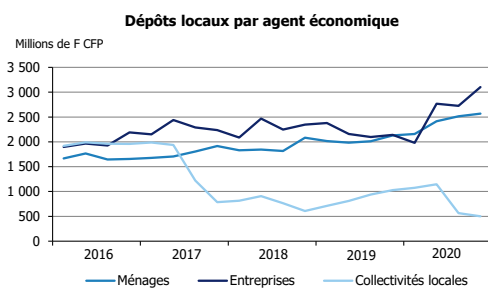
Source : Aviation civile

Une activité financière contrastée

Hausse des actifs financiers des ménages et des entreprises

Les actifs financiers sont globalement en hausse en lien avec la croissance des actifs détenus par les ménages et les entreprises.

Le total des **actifs financiers** détenus par les agents économiques s'élève à 7,5 milliards de F CFP, contre 6,7 milliards l'année précédente, soit une hausse de 11,6 % sur un an. Cette augmentation est la conséquence de l'augmentation des **dépôts à vue** (+751 millions de F CFP, soit +15,9 %), due aux fortes progressions des dépôts des entreprises (+962 millions de F CFP, soit +45,0 %) et des ménages (+318 millions de F CFP, soit +20,3 %). A contrario, les autres agents (dont les collectivités locales) enregistrent une baisse de leurs dépôts (-528 millions de F CFP, soit -52,5 %).



Source : IEOM

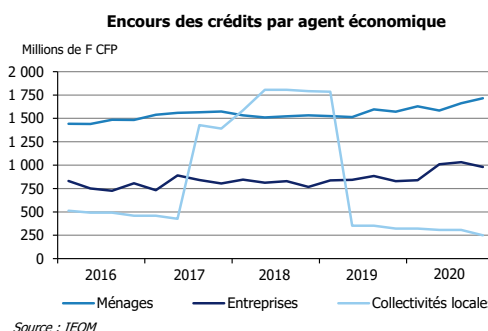
À l'inverse de l'année 2019, les **placements liquides ou à court terme** augmentent (+119 millions de F CFP, soit +20,5 %) tandis que **l'épargne à long terme**, placée hors zone d'émission, diminue (-94 millions de F CFP, soit -6,7 %). Ces deux types de produits sont détenus à plus de 99 % par les ménages à fin 2020, ces derniers détenant comme pour les trois dernières années plus de la moitié des actifs totaux (51,8 %).

En complément de ces actifs financiers, la **monnaie fiduciaire** est particulièrement présente dans l'archipel et poursuit sa progression depuis plusieurs années. La **valeur des billets émis depuis le Territoire** atteint ainsi 3 milliards de F CFP, en croissance de 14,5 %, après +9,2 % en 2019 et +5,3 % en 2018.

Progression des crédits hors collectivités locales

L'encours sain des **crédits accordés par l'ensemble des établissements bancaires** atteint 3 milliards de F CFP en 2020, contre 2,7 milliards en 2019, en hausse de 10,8 % sur l'année. Le pic des encours pour les collectivités locales observé en 2017-2018 s'explique par le préfinancement du câble haut débit Tui Samoa avec un prêt de l'AFD remboursé en 2019.

Dans le détail, l'encours sain des **crédits aux ménages** est en augmentation (+9,2 %, soit 1,7 milliard de F CFP), avec la hausse des crédits à la consommation (+11,1 %), qui représentent comme l'année dernière plus de 95 % de l'encours (97,7 % en 2020). Les crédits à l'habitat des ménages baissent (-37,7 %), à 39 millions de F CFP fin 2020. Les encours de crédits accordés aux collectivités locales sont également en diminution de 22,7 %, et s'établissent à 249 millions de F CFP fin 2020. Enfin, l'encours sain des **crédits aux entreprises** est en forte croissance (+18,2 % en 2020), ils s'élèvent désormais à 981 millions contre 830 millions de F CFP un an auparavant.



Source : IEOM

La vulnérabilité des ménages s'accroît

L'encours global des **créances douteuses brutes** augmente sur l'année (+10,1 %), s'élevant à 123 millions de F CFP en 2020 contre 111 millions en 2019, après une baisse comparable l'année dernière. Avec la hausse de l'encours sain, le **taux de créances douteuses** reste stable à 3,9 %.

À fin 2020, le nombre de **personnes physiques en interdiction bancaire** est en augmentation (+12,1 %), comme en 2019. En 2020, on recense 222 personnes en interdiction bancaire, contre 198 fin 2019 et 186 fin 2018. Les **incidents de paiement par chèque** sont en forte hausse (+34,2 %), nombre le plus élevé de ces dernières années, avec 800 incidents en 2020 contre 509 en 2019, 302 en 2018 et 635 en 2017. Seule évolution positive, le nombre de **personnes morales** en situation d'interdiction bancaire diminue, passant de 12 à 11 entités.

Perspectives

Le début de l'année 2021 est marqué par la propagation de la pandémie de Covid-19 sur le Territoire, jusqu'alors préservé. Un confinement strict a été décrété le 9 mars, pour un mois et demi au minimum. Tout le secteur privé devrait être impacté par ces mesures sanitaires, notamment les **secteurs économiques en relation avec l'extérieur** (hôtellerie, transport, agences de voyage) et le **commerce**.

La **résilience de l'économie** dépendra du déploiement de la campagne de vaccination (qui a débuté le 19 mars), de la capacité des entreprises, principalement des TPE, à gérer leur trésorerie, ainsi que des différentes mesures d'accompagnement et de soutien qui vont être déployées sur le Territoire (chômage partiel, fonds de solidarité, exonérations des cotisations sociales). En 2020, quatre PGE avaient déjà été accordés à des entreprises du Territoire.

Un certain nombre de **projets publics** vont également être affectés : c'est notamment le cas du quai de Leava à Futuna.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : V. DE RAULIN
Rédaction : C. MARAL

Éditeur et imprimeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna

Achévé d'imprimer : avril 2021 – Dépôt légal : avril 2021 – ISSN 2679-0769